



## Message 2020-DICS-11

2 février 2021

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur la scolarité obligatoire (interdiction de divulgation d'informations)

En réponse à la motion 2019-GC-113 d'André Schneuwly et Antoinette de Weck intitulée «Les Seniors devraient participer régulièrement à l'école ordinaire», nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi visant à modifier la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS).

<b>1. L'origine de la proposition</b>	<b>1</b>
<b>2. La nécessité du projet</b>	<b>2</b>
<b>3. Conséquences financières et en personnel</b>	<b>3</b>
<b>4. Répartition des tâches Etat-communes</b>	<b>3</b>
<b>5. Effets sur le développement durable</b>	<b>3</b>
<b>6. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet</b>	<b>3</b>
<b>7. Soumission aux referendums législatif et financier</b>	<b>3</b>

#### 1. L'origine de la proposition

##### 1.1. Motion 2019-GC-113 d'André Schneuwly et Antoinette de Weck «Les Seniors devraient participer régulièrement à l'école ordinaire»

La motion 2019-GC-113 intitulée «Les Seniors devraient participer régulièrement à l'école ordinaire» a été déposée le 25 juin 2019 par les député-e-s Antoinette de Weck et André Schneuwly, ainsi que par 60 cosignataires. Elle a été soumise au Conseil d'Etat le 2 juillet 2019. Les auteur-e-s de la motion y demandent la poursuite du projet «Win<sup>3</sup> – trois générations dans la salle de classe» soutenu par Pro Senectute, qui se déroule depuis de nombreuses années dans dix cantons de Suisse alémanique et dans certaines écoles de la partie alémanique du canton de Fribourg. L'art. 42 de la loi scolaire (LS) sur la protection de la vie privée doit donc être complété en conséquence.

Les motionnaires font essentiellement valoir que les directives des Services de l'enseignement obligatoire de langue française et de langue allemande du 12 avril 2019 concernant le concept «Win<sup>3</sup> – trois générations dans la salle de classe» restreignent excessivement l'idée d'origine de la participation active des seniors dans les écoles ordinaires, notamment

parce que ces instructions limitent l'implication des seniors à deux types d'activité, à savoir le reportage sur leur vie passée et l'accompagnement des classes lors d'excursions ou d'activités scolaires (excursions scolaires, courses d'école, semaines vertes, semaines de projets, voyages d'études, camps scolaires, journées sportives et culturelles).

En particulier, les motionnaires sont d'avis que le projet, qui a été couronné de succès dans toute la Suisse, favorise le dialogue et la solidarité entre les générations, conduit à une meilleure compréhension entre les générations et à des relations respectueuses entre les jeunes et les moins jeunes. Afin de protéger la vie privée, l'art. 42 de la loi scolaire (LS) doit être modifié. En outre, avant chaque intervention auprès d'une classe, une convention doit être signée avec l'enseignante ou l'enseignant ainsi qu'avec la direction d'établissement, dans laquelle le ou la senior s'engage à respecter le secret professionnel. Les motionnaires demandent également une modification de l'art. 28 du règlement de la loi sur la scolarité obligatoire (RLS) afin que l'autorisation de «participation régulière de tiers» relève à l'avenir de la compétence de la direction d'école.

## 1.2. Réponse du Conseil d'État du 10 décembre 2019 et décision de vote du Grand Conseil

Le 10 décembre 2019, le Conseil d'État a répondu aux motionnaires en rappelant les qualifications professionnelles requises pour l'exercice de la profession d'enseignante ou d'enseignant pour les classes 1<sup>H</sup> à 8<sup>H</sup>, 9<sup>H</sup> à 11<sup>H</sup> ainsi que pour les mesures de soutien aux élèves en difficulté scolaire. Pour la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS), assurer une bonne qualité d'enseignement dans les écoles fribourgeoises avec des enseignantes et enseignants qualifié-e-s est une priorité absolue. En ce qui concerne la participation de tiers à l'école, c'est-à-dire d'actrices et acteurs externes, une distinction est faite entre les intervenantes et intervenants autorisé-e-s dans le cadre du Bureau Santé à l'école, celles et ceux du programme Culture & Ecole, du Service du sport (SSpo) et les autres intervenantes et intervenants tel-le-s que les seniors. En ce qui concerne la validation des interventions régulières des seniors dans les écoles ordinaires, le Conseil d'État s'est clairement opposé au transfert de responsabilité de la DICS aux directions d'école. Afin de garantir une vue d'ensemble et une mise en œuvre cohérente de l'art. 28 RLS dans toutes les classes de l'école obligatoire au sens d'une égalité de traitement, il convient de ne pas modifier la pratique actuelle.

Le Conseil d'État a estimé que, sur la base des dispositions réglementaires en vigueur ainsi que de l'art. 26 al. 3<sup>bis</sup> de la loi sur le personnel de l'État (LPers), les bases juridiques nécessaires existent déjà pour demander un extrait du casier judiciaire aux seniors intervenant régulièrement en classe et dont la participation a été approuvée par le service de l'enseignement compétent à la demande des directions d'école, pour des tâches non pédagogiques.

Les possibilités d'engagement des seniors dans le cadre du projet «Win<sup>3</sup> – trois générations dans la salle de classe» sont compatibles avec le «Concept Senior+» de la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS). Celles-ci peuvent avoir lieu sous forme d'interventions ponctuelles (approbation de la direction d'école) ou régulières (approbation du service de l'enseignement concerné) ainsi qu'en dehors de l'enseignement obligatoire, à condition que la ou les commune(s) donne(nt) son (leur) accord. Le Conseil d'État estime qu'il est essentiel que les seniors ne remplacent ni ne soutiennent le personnel enseignant qualifié dans l'exercice de ses fonctions et qu'ils et elles n'exercent aucune tâche pédagogique en classe.

Dans la version allemande, le Conseil d'État a proposé d'ajouter la formulation «*anderen regelmässigen Mitwirkenden*» à l'art. 42 de la loi scolaire (au lieu la formulation «*anderen regelmässigen Mitarbeitenden*» proposée dans la motion), car il n'y a pas de rapports de travail entre ces intervenantes et intervenants externes et l'État ou les communes. Ainsi, le secret professionnel s'appliquera à toutes les personnes qui interviennent régulièrement à l'école.

Cependant, le Conseil d'État a refusé le transfert de compétence d'autorisation (responsabilité de délivrer ou non les autorisations) de la DICS aux directions d'école.

Pour ces raisons, le Conseil d'État a proposé au Grand Conseil d'accepter la motion.

Le Grand Conseil a suivi cette recommandation. Le 4 février 2020, la motion a été acceptée par 94 voix contre 0 et 0 abstention. Cette décision oblige le Conseil d'État à proposer une modification de l'art. 42 de la loi scolaire (LS).

## 2. La nécessité du projet

L'école représente un lieu de vie pour les élèves, c'est pourquoi leur vie privée dans cet environnement nécessite une protection particulière. L'art. 42 de la loi scolaire (LS) stipule donc qu'*«il est interdit au corps enseignant, au personnel socio-éducatif, au personnel des services de logopédie, psychologie et psychomotricité et aux autorités scolaires de divulguer à des tierces personnes non autorisées des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leur fonction sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches»*.

Toutes ces personnes sont dans un rapport de travail avec l'État, les communes ou les églises reconnues et sont tenues au secret professionnel conformément à l'art. 60 de la loi sur le personnel de l'État (LPers) ou à des dispositions équivalentes sur les plans communal ou ecclésiastique. En outre, elles doivent présenter un extrait spécial privé du casier judiciaire en application de l'art. 26, al. 3, de la LPers, respectivement de l'art. 23, al. 2 et de l'art. 63, al 2 de la loi scolaire (LS).

Il est donc compréhensible et dans l'intérêt des élèves et de leurs proches que ces dispositions s'appliquent également aux personnes externes qui interviennent régulièrement dans les écoles ou les classes. D'une part, elles sont tenues de respecter le secret professionnel. D'autre part, pour être autorisées à intervenir régulièrement dans une classe, elles doivent préalablement présenter un extrait de casier judiciaire à la direction d'école.

La proposition suivante correspond à la demande de la motion intitulée «Les Seniors devraient participer régulièrement à l'école ordinaire» acceptée par le Grand Conseil le 4 février 2020. Il convient donc de compléter comme suit l'art. 42, al.1 de la loi du 9 septembre sur la scolarité obligatoire (LS):

<sup>1</sup> [Il est interdit au corps enseignant, au personnel socio-éducatif, au personnel des services de logopédie, psychologie et psychomotricité], **aux autres intervenants et intervenantes régulier-ère-s** [et aux autorités scolaires de divulguer à des tierces personnes non autorisées des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leur fonction sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches].

### **3. Conséquences financières et en personnel**

Le présent projet de loi n'a pas d'implications financières ou en personnel.

### **4. Répartition des tâches Etat-communes**

Le présent projet ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

La question de la «participation régulière de tiers à l'école» concerne le fonctionnement général de l'école et relève de la responsabilité de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS).

### **5. Effets sur le développement durable**

Les effets sur le développement durable (art. 197 LGC) ont été évalués à l'aide de la Boussole<sup>21</sup>, conformément à ce que prévoit la stratégie cantonale de développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et la nouveauté qu'apporte la modification de la loi scolaire (LS).

Les effets de la modification ont un impact perceptible sur la société. Les domaines économiques et environnementaux ne sont pas concernés.

Cette modification de loi fournit une base juridique pour l'échange entre les générations, ce qui est positif pour les élèves, le corps enseignant et les seniors.

### **6. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet**

Le présent projet est conforme à la Constitution fédérale et cantonale, ainsi qu'au droit fédéral et ne présente pas d'incompatibilité avec le droit européen.

### **7. Soumission aux referendums législatif et financier**

Le présent projet est soumis au referendum législatif. Il n'est pas soumis au referendum financier.



## Botschaft 2020-DICS-11

2. Februar 2021

### des Staatsrats an den Grossen Rat Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die obligatorische Schule (Verbot der Weitergabe von Informationen)

Als Antwort auf die Motion 2019-GC-113 Schneuwly André/de Weck Antoinette mit dem Titel «Seniorinnen und Senioren sollten regelmässig in der Regelschule mithelfen» unterbreiten wir Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG).

<b>1. Hintergrund des Änderungsvorschlags</b>	<b>4</b>
<b>2. Die Notwendigkeit der Gesetzesänderung</b>	<b>5</b>
<b>3. Finanzielle und personelle Auswirkungen</b>	<b>6</b>
<b>4. Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden</b>	<b>6</b>
<b>5. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung</b>	<b>6</b>
<b>6. Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europa-Verträglichkeit der Vorlage</b>	<b>6</b>
<b>7. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum</b>	<b>6</b>

#### 1. Hintergrund des Änderungsvorschlags

##### 1.1. Motion 2019-GC-113 Schneuwly André/ de Weck Antoinette. Seniorinnen und Senioren sollten regelmässig in der Regelschule mithelfen

Die Motion 2019-GC-113 mit dem Titel «Seniorinnen und Senioren sollten regelmässig in der Regelschule mithelfen» wurde von Grossrätin Antoinette de Weck und Grossrat André Schneuwly sowie von 60 Mitunterzeichnenden am 25. Juni 2019 eingereicht und am 2. Juli 2019 dem Staatsrat übermittelt. Die Motionäre verlangen darin, dass das seit vielen Jahren in zehn Deutschschweizer Kantonen und an einigen Schulen Deutschfreiburgs durchgeführte und von Pro Senectute unterstützte Projekt «Win<sup>3</sup> – Drei Generationen im Schulzimmer» weitergeführt werden solle. Demnach soll Artikel 42 SchG (Schutz der Privatsphäre) entsprechend ergänzt werden.

Die Motionäre machen im Wesentlichen geltend, die Handhabung der Unterrichtsämter für deutschsprachigen und französischsprachigen obligatorischen Unterricht vom 12. April 2019 betreffend das Konzept «Win<sup>3</sup> – Drei Generationen im Schulzimmer» schränke den ursprünglichen Grundgedanken einer aktiven Mitwirkung von Seniorinnen

und Senioren in der Regelschule zu stark ein. Namentlich weil die Weisung den Einsatz der Seniorinnen und Senioren auf zwei Tätigkeitsbereiche beschränke, nämlich das Berichten aus ihrem Leben (von früher) sowie die Begleitung von Klassen bei Ausflügen oder schulischen Aktivitäten (Schulausflüge, Schulreisen, Landschulwochen, Projektwochen, Studienreisen, Schullagern, Sport- und Kulturtagen).

Die Motionäre sind im Besonderen der Ansicht, dass das schweizweit erfolgreiche Projekt den Dialog und die Solidarität über die Generationen hinweg fördere, zu einem vertieften Verständnis zwischen den Generationen und einem respektvollen Umgang zwischen Alt und Jung führe. Zum Schutz der Privatsphäre sei Artikel 42 SchG anzupassen. Zudem solle vor jedem Einsatz eine Vereinbarung mit der Lehrperson und der Schuldirektion unterzeichnet werden, mit welcher sich die Seniorin oder der Senior verpflichte, die Schweigepflicht einzuhalten. Ausserdem forderten die Motionäre eine Änderung von Artikel 28 des Reglements zum Gesetz über die obligatorische Schule (SchR), so dass die Bewilligung der «regelmässigen Mitwirkung von Dritten» künftig in die Kompetenz der Schuldirektion falle.

## 1.2. Antwort des Staatsrats auf die Motion und Abstimmungsentscheid des Grossen Rats

Am 10. Dezember 2019 antwortete der Staatsrat den Motionären und wies auf die erforderlichen beruflichen Qualifikationen des Lehrpersonals zur Ausübung des Lehrberufs für die Schulstufen 1H bis 8H, 9H bis 11H sowie für Unterstützungsmassnahmen für Schülerinnen und Schüler mit schulischen Schwierigkeiten hin. Für die EKSD steht die Gewährleistung der guten Unterrichtsqualität an den Freiburger Schulen mit qualifizierten Lehrerinnen und Lehrern an oberster Stelle. Bezüglich der Mitwirkung von Dritten an der Schule, also externen Akteurinnen und Akteuren, wird zwischen den von der Fachstelle für Gesundheit in der Schule, dem Amt für Kultur & Schule oder dem Amt für Sport zugelassenen Intervenierenden und anderen Mitwirkenden wie beispielsweise Seniorinnen oder Senioren unterschieden. Was die Validierung regelmässiger Interventionen von Seniorinnen und Senioren in der Regelschule betrifft, stellte sich der Staatsrat klar gegen eine Übertragung der Zuständigkeit von der EKSD an die Schuldirektionen. Zur Gewährleistung einer Gesamtübersicht und einer kohärenten Umsetzung von Artikel 28 SchR in allen Klassen der obligatorischen Schule im Sinne einer Gleichbehandlung soll keine Änderung der aktuellen Praxis erfolgen.

Der Staatsrat war der Ansicht, dass gestützt auf die geltenden reglementarischen Bestimmungen sowie Artikel 26 Abs. 3<sup>bis</sup> des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG) bereits die erforderlichen Rechtsgrundlagen vorliegen, um von den regelmässig mitwirkenden Seniorinnen und Senioren im Klassenzimmer, deren Mitwirkung auf Antrag der Schuldirektionen für nicht-pädagogische Aufgaben durch das zuständige Unterrichtsamt bewilligt wurde, einen Strafregisterauszug anzufordern.

Die Einsatzmöglichkeiten von Seniorinnen und Senioren gemäss Projekt «Win<sup>3</sup> – Drei Generationen im Schulzimmer» sind mit dem «Konzept Senior+» der Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) vereinbar. Diese können sowohl in Form von punktuellen (Bewilligung Schuldirektion) wie auch regelmässigen (Bewilligung Unterrichtsamt) Einsätzen erfolgen sowie ausserhalb des obligatorischen Unterrichts, sofern die Gemeinde oder Gemeinden ihr Einverständnis dazu erteilen. Für den Staatsrat ist dabei grundlegend, dass Seniorinnen oder Senioren das qualifizierte Lehrpersonal bei der Erfüllung ihres Lehrauftrags weder ersetzen noch unterstützen und keine pädagogische Aufgaben im Klassenzimmer wahrnehmen.

Der Staatsrat schlug vor, Artikel 42 SchG mit der Formulierung «*anderen regelmässigen Mitwirkenden*» zu ergänzen (anstelle von der in der Motion vorgeschlagenen Formulierung «*anderen regelmässigen Mitarbeitenden*»), da zwischen diesen externen Mitwirkenden und dem Staat oder den Gemeinden keinerlei Arbeitsverhältnis besteht. Somit wird das Amtsgeheimnis für alle in der Schule regelmässig mitwirkenden Personen gelten.

Die Übertragung der Bewilligungsbefugnis von der EKSD an die Schuldirektionen hat er hingegen abgelehnt.

Aus diesen Gründen schlug der Staatsrat dem Grossen Rat vor, die Motion anzunehmen.

Der Grosse Rat ist dieser Empfehlung gefolgt. Am 4. Februar 2020 wurde die Motion mit 94 zu 0 Stimmen bei 0 Stimmenthaltungen als erheblich erklärt. Mit diesem Entscheid wird der Staatsrat verpflichtet, eine Änderung von Artikel 42 SchG vorzuschlagen.

## 2. Die Notwendigkeit der Gesetzesänderung

Die Schule stellt für die Schülerinnen und Schüler einen Lebensort dar, weshalb ihre Privatsphäre in dieser Umgebung eines besonderen Schutzes bedarf. Artikel 42 SchG untersagt deshalb *Lehrpersonen, dem sozialpädagogischen Personal, dem Personal der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste und den Schulbehörden, Informationen aus dem Privatbereich der Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen, die sie in Ausübung ihrer Tätigkeit erfahren haben, an unberechtigte Dritte weiterzugeben.*

Alle diese Personen stehen in einem Dienstverhältnis mit dem Staat, den Gemeinden oder den anerkannten Kirchen und sind dem Amtsgeheimnis gemäss Artikel 60 StPG oder gleichlautenden kommunalen oder kirchenrechtlichen Bestimmungen verpflichtet. Zudem müssen sie in Anwendung von Artikel 26 Abs. 3 StPG respektive Artikel 23 Abs. 2 sowie 63 Abs. 2 SchG einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister vorlegen.

Es ist somit nachvollziehbar und im Interesse der Schülerinnen und Schüler sowie deren Angehörigen, dass diese Bestimmungen auch für schulexterne Personen gelten, die regelmässig an Schulen oder in Klassen mitwirken. Diese werden einerseits angehalten, sich an das Amtsgeheimnis zu halten. Andererseits sollen sie für die Bewilligung ihrer regelmässigen Mitwirkung in einer Klasse, vor Antritt, der Schuldirektion einen Strafregisterauszug vorlegen.

Damit wird der Forderung der am 4. Februar 2020 vom Grossen Rat als erheblich erklärten Motion mit dem Titel «**Seniorinnen und Senioren sollten regelmässig in der Regelschule mithelfen**» entsprochen. Artikel 42 Abs. 1 des Gesetzes vom 9. September über die obligatorische Schule (SchG) soll demnach wie folgt ergänzt werden:

<sup>1</sup> [Den Lehrpersonen, dem sozialpädagogischen Personal, dem Personal der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste], **den anderen regelmässig Mitwirkenden** [und den Schulbehörden ist es untersagt, Informationen aus dem Privatbereich der Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen, die sie in Ausübung ihrer Tätigkeit erfahren haben, an unberechtigte Dritte weiterzugeben].

### **3. Finanzielle und personelle Auswirkungen**

Der vorliegende Gesetzesentwurf hat weder finanzielle noch personelle Auswirkungen zur Folge.

### **4. Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden**

Diese Gesetzesänderung ändert nichts an der Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden.

Die Thematik «Regelmässige Mitwirkung von Dritten in der Schule» betrifft den allgemeinen Schulbetrieb und liegt in der Verantwortung der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport.

### **5. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung**

Die Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung (Art. 197 GRG) wurden gemäss der kantonalen Strategie «Nachhaltige Entwicklung» mit dem Instrument Kompass 21 analysiert. Diese Beurteilung basiert auf einer Gegenüberstellung der heutigen Situation und der Neuerungen, welche die Änderung des Schulgesetzes mit sich bringt. Die Auswirkungen der Änderung betreffen den gesellschaftlichen Bereich spürbar. Die Bereiche Wirtschaft und Umwelt sind nicht betroffen.

Diese Gesetzesänderung bietet eine rechtliche Grundlage für den Austausch zwischen den Generationen, der für die Schülerinnen, Schüler, Lehrpersonen, Seniorinnen und Senioren positiv ist.

### **6. Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europa-Verträglichkeit der Vorlage**

Die Gesetzesvorlage steht in Einklang mit der Bundes- und Kantonsverfassung sowie mit dem europäischen Recht.

### **7. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum**

Diese Gesetzesvorlage untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht hingegen nicht dem Finanzreferendum.

**Loi modifiant la loi sur la scolarité obligatoire  
(interdiction de divulgation d'informations)**

du...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –  
Modifié(s): **411.0.1**  
Abrogé(s): –

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la motion 2019-GC-113 Schneuwly André/de Weck Antoinette, prise en considération par le Grand Conseil le 4 février 2020;

Vu le message 2020-DICS-11 du Conseil d'Etat du 2 février 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**I.**

L'acte RSF 411.0.1 (Loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS), du 9.9.2014) est modifié comme il suit:

**Art. 42 al. 1** (modifié)

<sup>1</sup> Il est interdit au corps enseignant, au personnel socio-éducatif, au personnel des services de logopédie, psychologie et psychomotricité, aux autres intervenants et intervenantes réguliers et aux autorités scolaires de divulguer à des tierces personnes non autorisées des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leur fonction sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

**Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die obligatorische  
Schule (Verbot der Weitergabe von Informationen)**

vom...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –  
Geändert: **411.0.1**  
Aufgehoben: –

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Motion 2019-GC-113 Schneuwly André/de Weck Antoinette, die vom Grossen Rat am 4. Februar 2020 für erheblich erklärt wurde;

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DICS-11 des Staatsrats vom 2. Februar 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

Der Erlass SGF 411.0.1 (Gesetz über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG), vom 9.9.2014) wird wie folgt geändert:

**Art. 42 Abs. 1** (geändert)

<sup>1</sup> Den Lehrpersonen, dem sozialpädagogischen Personal, dem Personal der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste, den übrigen regelmässig Mitwirkenden und den Schulbehörden ist es untersagt, Informationen aus dem Privatbereich der Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen, die sie in Ausübung ihrer Tätigkeit erfahren haben, an unberechtigte Dritte weiterzugeben.

**II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

**III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

**IV.**

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**IV.**

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.